

Journées « Elles voient rouge ». *Féminisme et marxisme*. Paris, Éditions Tierce, 29 et 30 novembre 1980, 152 p.

Sargent, Lydia ed., *Women and Revolution. A Discussion of the Unhappy Marriage of Marxism and Feminism*, Montréal, Black Rose Books, 1981, 373 p.

Hélène Massé

Number 5, Winter 1984

Femmes et pouvoir

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040455ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040455ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (print)

1918-6584 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Massé, H. (1984). Review of [Journées « Elles voient rouge ». *Féminisme et marxisme*. Paris, Éditions Tierce, 29 et 30 novembre 1980, 152 p. / Sargent, Lydia ed., *Women and Revolution. A Discussion of the Unhappy Marriage of Marxism and Feminism*, Montréal, Black Rose Books, 1981, 373 p.] *Politique*, (5), 151–157. <https://doi.org/10.7202/040455ar>

JOURNÉES «ELLES VOIENT ROUGE». *Féminisme et marxisme*. Paris, Éditions Tierce, 29 et 30 novembre 1980, 152 p.

Sargent, Lydia ed., *Women and Revolution. A Discussion of the Unhappy Marriage of Marxism and Feminism*, Montréal, Black Rose Books, 1981, 373 p.

Le fondement de l'exploitation et de l'oppression des femmes est constitué par le travail domestique. Ce travail gratuit que toutes les femmes effectuent indépendamment de la classe sociale à laquelle elles appartiennent, est la base économique du mode de production patriarcal, lieu du privé défini politiquement et juridiquement. Ainsi, l'action collective des femmes contre cet

état de fait doit-elle s'inscrire dans une organisation politique autonome pour la conquête du pouvoir? Doit-elle plutôt s'inscrire dans un mouvement de contestation et de revendications parce qu'il y a «refus d'affronter la question du pouvoir sous prétexte de n'en vouloir aucun»? (87)

Tels sont les enjeux des débats du colloque «Elles voient rouge» (désormais EVR) tenu en France en novembre 1980, reproduits dans ce livre.

La théorie du patriarcat exposée dans EVR pose les relations femmes/hommes en terme de classes antagonistes (24) et met l'accent sur le caractère économique de l'exploitation et de l'oppression des femmes par l'ensemble des hommes. Mais le féminisme n'est pas un tout homogène et l'existence d'un mode de production patriarcal relativement autonome du mode de production capitaliste n'est pas un acquis théorique pour toutes les femmes présentes à ce colloque.

La discussion pose donc les limites de l'utilisation du modèle marxiste transposé à la situation des femmes au sein de l'institution familiale considérée comme base du mode de production patriarcal. Pour employer les termes de Edith Lhuillier: «On s'est contenté de plaquer sur le travail domestique des femmes des schémas d'analyse que Marx avait élaborés en étudiant le mode de production capitaliste et des modes de production archaïques» (36).

Le travail domestique (comprenant les tâches ménagères et le «maternage») (29) est improductif, selon la position dominante de EVR défendue principalement par Christine Delphy et Nicole-Edith Thevenin, car il est exclu du monde de la valeur dans le sens défini par Marx. Ce travail gratuit ne profiterait donc pas au capital contrairement à la position de Maria Rosa Dalla Costa dans son livre *Pouvoir des femmes et subversion totale*, mais au patriarcat, système qui possède sa propre logique et ses propres rapports de production. Ainsi, sur l'exploitation économique du travail

domestique par la classe des hommes, s'appuie une oppression idéologique, politique, juridique et sexuelle de la classe des femmes.

Alors s'engage le débat sur le salaire au travail domestique qui ne fait pas l'unanimité entre les intervenantes mais qui situe les dangers d'enfermement des femmes dans leur rôle traditionnel. Interviennent également les questions de la double journée de travail, du temps partiel et de l'infériorité des salaires des femmes qui se situent à «34% de moins si on calcule à partir des salaires masculins».(55)

Si, dans la première journée du colloque les aspects affectifs et idéologiques ont été placés au second plan malgré le brouhaha des participantes lorsque Marie Madeleine signale que «l'affectif peut attendre» (62), la deuxième journée ne peut ignorer le vécu affectif autant que le vécu économico-politique comme base de conscientisation à l'action des femmes en lutte contre leur oppression spécifique.

Ainsi, le mouvement de libération des femmes soulève la question du type d'organisation et des stratégies d'action pour s'imposer comme «force politique réelle» (75) (et non comme force d'appoint) dans un projet révolutionnaire.

Mais le degré de conscience, le radicalisme et l'implication politique n'est pas le même pour toutes les féministes. Le radicalisme des thèses lesbiennes dénonce l'hétérosexualité comme «stratégie du pouvoir patriarcal» (148) et comme «pouvoir social et politique» (148) ayant comme conséquence de diviser les femmes entre elles, de les culpabiliser et d'individualiser une situation qui doit être dénoncée collectivement, autrement dit les lesbiennes radicales ont permis de rendre visible *la sexualité* en tant que lieu d'oppression et d'exploitation des femmes, soumise à des rapports et à des rôles sociaux.

Ainsi, dans une problématique de lutte de classes entre les femmes et les hommes, la solidarité des femmes hétérosexuelles et lesbiennes est difficile à construire pour lutter contre le système

patriarcal puisque les unes sont accusées de complicité avec l'opresseur alors que les autres tentent de se définir à l'avant garde du mouvement puisqu'elles sont «libérées» de l'emprise affective avec les hommes.

Mais «l'hétérosexualité en soi n'est pas plus un facteur d'aliénation que l'homosexualité en soi n'est révolutionnaire» (150), dira Martine Lebez, le problème se situe plutôt dans le fait que l'hétérosexualité soit imposée comme norme sexuelle et soutenue par le patriarcat à travers ses institutions sociales, politiques et juridiques (famille, école, tribunaux, sécurité sociale, etc...).

L'hétérosexualité, analysée en tant que contrainte à une norme sociale (Rich, *Nouvelles questions féministes*, no. 1), détermine que les rapports sensuels et sexuels des femmes doivent être vécus avec des hommes. Les femmes hétérosexuelles sont donc placées dans une réalité difficile et ambivalente puisque leur réflexion théorique et leur engagement féministe sont quotidiennement médiatisés dans une relation de dépendance individuelle affective, économique et sociale auprès des hommes.

Créer la solidarité entre les femmes ne consiste pas à imposer à toutes les femmes la «contrainte à l'homosexualité» mais plutôt à établir une stratégie commune pour donner au mouvement de libération des femmes un mode d'intervention qui atteigne le pouvoir d'État patriarcal qui structure et maintient «par la répression et l'idéologie, la société dans l'ordre convenu». (73)

Les positions développées dans EVR face aux modalités d'action à entreprendre sont aussi complexes que la situation dénoncée. Suffit-il de mener des luttes sur des bases de revendications précises (garderies, contraception, avortement, viol...) qui contiennent en elles-mêmes une «charge politique révolutionnaire» (73) ou faut-il pousser la réflexion et la démarche plus loin en se demandant quel pouvoir pour les femmes et »comment détruire tout pouvoir». (73)

Tout en rejetant l'approche léniniste du concept de dictature du prolétariat adapté aux femmes dans le passage au socialisme (dictature des femmes) et développée par le Parti Féministe Espagnol, EVR soulève la question du type d'organisation à envisager «auquel des féministes ont répondu par la conception d'un parti» (75) qui doit se confronter au pouvoir d'État et au pouvoir économique.

Mais changer la société dans un projet révolutionnaire féministe signifie s'interroger sur la base du vécu personnel et affectif en tant qu'individue en même temps que s'effectue la réflexion politique sur la situation des femmes en tant que phénomène social. Ainsi, c'est sur la base d'interrogations objectives et subjectives du vécu des femmes que s'est constitué le mouvement féministe en tant que projet révolutionnaire de transformation globale de la société.

Ce livre ne laisse pas indifférente/indifférent. Il provoque réactions émotives et réflexions théoriques sur la complexité de la situation des femmes. Et justement parce que le vécu des femmes est complexe, la tendance conceptuelle dominante qui se dégage de la discussion est simplificatrice. Le concept de mode de production patriarcal ne rend pas compte de la dynamique d'interrelation ambivalente existant entre les différents niveaux hiérarchiques du pouvoir mâle et du capital. La notion de classe des femmes opposée à la classe des hommes tend à vouloir unifier artificiellement l'un ou l'autre groupe alors que chacun d'eux est traversé de contradictions et de rapports de pouvoir personnels, sociaux et économique-politiques.

Ce livre soulève des questions fondamentales surtout en ce qui a trait à la liaison du privé au politique et au type d'organisation du mouvement de libération des femmes sur une base collégiale, se démarquant ainsi du modèle masculin d'organisation hiérarchique et centralisatrice. Cependant, la problématique qui y est développée a pour effet de réduire et de sectariser la réalité sociale qu'elle croit analyser dans son ensemble.

Alors que voilà posés les acquis et les limites de l'analyse féministe marxiste des féministes françaises et italiennes, des féministes américaines dans le livre *Women and Revolution*, essaient de rendre compte du système dualiste patriarcal capitaliste qui maintient «the relations of gender and oppression» dans une vision féministe-socialiste à partir d'un texte écrit par Heidi Hartmann «The unhappy marriage of marxism and feminism: towards a more progressive union».

Ce livre reflète les plus récents développements théoriques sur la situation des femmes dans les sociétés capitalistes avancées.

Douze textes commentent, approuvent, critiquent ou développent l'analyse de Hartmann dans son argumentation «that patriarchy as a system of relations between men and women exists in capitalism, and that in capitalist societies a healthy and strong partnership exists between patriarchy and capital». (19)

Sans préciser l'apport de chacun des articles, contentons-nous de spécifier que la problématique du patriarcat soutenue dans *Women and Revolution* se distancie fondamentalement de l'analyse économiste de *Féminisme et Marxisme*. Soulignons simplement que d'un point de vue matérialiste, des féministes américaines tentent de développer une approche plus globale de la situation des femmes sur la base de concepts nouveaux, de concepts féministes rendant visible l'au-delà des frontières théoriques masculinisées (marxculinisées), rationalisées et productivistes. La théorie féministe-socialiste, inspirée tout de même des schémas marxistes et féministes radicaux, permet d'analyser la société patriarcale capitaliste comme un ensemble de relations sociales dans lequel existe une hiérarchie en même temps qu'une solidarité parmi les hommes dans leur capacité à dominer les femmes. La base matérielle du patriarcat dira Heidi Hartmann est le contrôle que les hommes exercent sur le pouvoir de travail des femmes. (18) Mais si tous les hommes profitent des activités que les femmes effectuent dans la sphère privée («in receiving personal service work, in not having to do

housework or rear children, in having access to women's bodies for sex»...) (18), ils en retirent des bénéfices différenciés selon la classe sociale à laquelle ils appartiennent.

L'argumentation dualiste de Hartmann soulève une discussion théorique non-unifiée, parfois même contradictoire d'un texte à l'autre mais riche d'une approche «multidimensionnelle» des relations sociales, affectives, sexuées, psychologiques, politiques, économiques, idéologiques, racistes... existant dans une société où le patriarcat et le capital ne font pas toujours bon ménage.

Hélène Massé
Université du Québec à Montréal